



CNRS - Délégation Ile de France Gif sur yvette
Pôle Achats
Avenue de la Terrasse
91190 Gif sur Yvette

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

C.C.A.P. N°25014 du 21/05/2025

Objet de la procédure :

Travaux de maçonnerie et curage et travaux d'aménagement intérieur liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien pour les unités de recherche et les services du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

Acheteur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Délégation Ile de France Gif sur Yvette- avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Bénéficiaire : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette.

TABLE DES MATIERES

1	DEFINITION.....	5
2	OBJET DES ACCORDS CADRES	5
2.1	<u>DOMAINE DE TRAVAUX DE L'ACCORD CADRE :</u>	6
2.2	<u>CARACTERISTIQUES DU SITE CONCERNE PAR LE PRESENT ACCORD CADRE.....</u>	6
2.3	<u>EVOLUTION DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....</u>	6
2.4	<u>RECOURS A L'ACCORD CADRE :</u>	6
3	MODE DE PASSATION.....	6
3.1	<u>FORME DE L'ACCORD CADRE</u>	6
3.2	<u>REGIME JURIDIQUE.....</u>	6
4	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE - ORDRE DE PRIORITE	7
	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS NOTIFIES :	7
5	DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	10
6	VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE	10
6.1	<u>GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT.....</u>	10
7	RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES	11
7.1	<u>RESPONSABILITES</u>	11
7.2	<u>ASSURANCES</u>	11
8	DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	12
8.1	<u>L'ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE</u>	12
8.2	<u>LES PUBLICS VISES</u>	12
8.3	<u>LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....</u>	13
8.4	<u>LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION</u>	13
8.5	<u>MODALITES D'EXECUTION DE L'ACTION D'INSERTION :</u>	13
8.6	<u>LE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION.....</u>	14
8.7	<u>GESTION DES DONNEES</u>	14
8.8	<u>RECOURS A L'APPRENTISSAGE ET A L'ALTERNANCE.....</u>	15
9	PRIX.....	16
9.1	<u>NATURE DU PRIX.....</u>	16
9.2	<u>CONTENU DU PRIX.....</u>	16
9.3	<u>DISPOSITIONS FINANCIERES DIVERSES.....</u>	16
9.4	<u>APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE</u>	16
9.5	<u>CLAUSE DE REEXAMEN</u>	16
	<u>EVOLUTIVITE DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES</u>	17
9.6	<u>DETERMINATION DU PRIX DE REGLEMENT.....</u>	17
9.7	<u>MODALITES DE REVISION DES PRIX.....</u>	17
9.7.1	<u>Mois d'établissement des prix.....</u>	17
9.7.2	<u>Variation dans les prix.....</u>	17
9.7.3	<u>Formules de révision.....</u>	18
10	MODALITES DE REGLEMENT	18
10.1	<u>DELAIS DE PAIEMENT</u>	18
10.2	<u>AVANCE.....</u>	19
10.2.1	<u>Montant de l'avance.....</u>	20
10.2.2	<u>Modalités de résorption de l'avance.....</u>	20

10.2.3	<u>Bénéficiaires de l'avance</u>	20
10.3	<u>REGLEMENT DES FACTURES</u>	21
10.4	<u>STATISTIQUES/REPORTING</u>	22
10.5	<u>REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANCE OU DE SOUS TRAITANCE</u>	22
11	SOUS TRAITANCE	23
12	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	23
12.1	<u>MODALITES DES ECHANGES : PRIORISATION DES ECHANGES ELECTRONIQUES</u>	24
12.2	<u>CORRESPONDANCE ET REUNIONS LORS DE L'EXECUTION DE CHAQUE ACCORD CADRE</u>	24
12.3	<u>RESPECT DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL</u>	25
12.4	<u>DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE POUR LE SUIVI DE L'ACCORD CADRE :</u>	25
12.5	<u>EN CAS DE DEPART DU PERSONNEL QUALIFIE POUR LE SUIVI DE L'ACCORD CADRE :</u>	26
12.6	<u>MAUVAISE INTERPRETATION DES CONDITIONS DE L'ACCORD CADRE</u>	26
12.7	<u>NOTIFICATION DES DECISIONS ET INFORMATIONS</u>	26
12.8	<u>MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE :</u>	26
12.9	<u>MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS :</u>	27
12.10	<u>LES DIFFERENTES ETAPES DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX</u>	28
12.11	<u>DOCUMENTATION</u>	30
12.12	<u>DUREE D'EXECUTION</u>	30
12.13	<u>LIEU D'EXECUTION</u>	30
12.14	<u>IDENTIFICATION DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER</u>	30
12.15	<u>FACILITES ACCORDEES A L'ENTREPRISE POUR LE CHANTIER</u>	31
12.16	<u>LOCAUX ACCESSIBLES AU PUBLIC</u>	31
12.17	<u>SIGNALISATION DU CHANTIER</u>	31
12.18	<u>NUISANCE</u>	32
12.19	<u>ORGANISATION POUR LE NETTOYAGE DU CHANTIER ET EVACUATION DES DECHETS, GRAVATS,</u> <u>ENCOMBRANTS</u>	32
12.20	<u>FIN DU CHANTIER :</u>	32
12.21	<u>PROLONGATION DE DELAI, DE SURSIS D'EXECUTION :</u>	33
13	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	33
13.1	<u>LES DIFFERENTES ETAPES DE RECEPTION DES TRAVAUX</u>	33
14	CLAUDE DE SURETE ET ENVIRONNEMENTALE	34
15	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	34
16	CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	36
	<u>AUTORISATIONS D'ACCES DES PERSONNELS DU TITULAIRE ET DE SES SOUS-TRAITANTS</u>	36
	<u>MESURES DE PORTEE GENERALE</u>	38
17	GARANTIE	39
18	PENALITES	39
18.1	<u>AUTRES PENALITES</u>	41
18.2	<u>EXONERATION DE PENALITES</u>	41
19	RESILIATION	42
19.1	<u>RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE</u>	42
19.2	<u>AUTRES CAS DE RESILIATION – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRES</u>	42
19.3	<u>RESILIATION POUR MESURES COERCITIVES</u>	43
20	GARANTIES FINANCIERES	43

21	STIPULATION PARTICULIERE	43
22	LITIGES	43
22.1	<u>REGLEMENT AMIABLE.....</u>	43
22.2	<u>PROCEDURE CONTENTIEUSE.....</u>	43
23	REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS	43
24	CESSION ET NANTISSEMENT	43
25	DEROGATIONS AU CCAG/TX.....	44

1 Définition

CNRS – maitre d'ouvrage – maitre d'œuvre – chargé d'opération- CTB

STL = Service Technique et Logistique de la délégation Ile de France Gif sur Yvette

DR4 = Délégation ile de France Gif sur Yvette

CCAG/Travaux = Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux

MEIF = Maison de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation

BPU = bordereau de prix unitaire

CCAP = Cahier des charges administratives particulières

CCTP = cahier des charges techniques particulières

CRT = Cadre de réponse technique

2 OBJET DES ACCORDS CADRES

Les prestations sont décomposées en 2 lots :

- Lot 1 : Travaux de **Maçonnerie et Curage** liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien pour les unités de recherche et services du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

Sont concernés les domaines de travaux suivants :

- Démolition d'ouvrage en béton ou aggloméré.
- Démolition de cloison,
- Curage,
- Carottage,
- Maçonnerie d'aggloméré,
- Création de baie libre,

Et tout travaux pouvant être associés au métier de la maçonnerie.

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Lot 2 : Travaux **d'aménagement intérieur** liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien pour les unités de recherche et services du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Sont concernés les domaines de travaux suivants :

- Cloisonnement,
- Isolation,
- Carrelage,
- Faux-plafonds,
- Faux plancher

Les travaux de peinture et de revêtements de sols ne sont pas inclus au périmètre.

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Chaque lot est correspondu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et à marchés subséquents.

2.1 Domaine de travaux de l'accord cadre :

Les travaux sont référencés sous les codes NACRES BE01 et BE04 et concernent les domaines suivants :

- Lot 1 Maçonnerie Curage : BE01- MACONNERIE, DEMOLITION ET DESAMANTAGE
- Lot 2 Aménagement intérieur : BE 04-PLATRERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS

2.2 Caractéristiques du site concerné par le présent accord cadre

Le périmètre de la Délégation Ile de France Gif sur Yvette du CNRS couvre les unités de recherche, de services et s'étend sur plusieurs communes de l'Essonne (91) et des Yvelines (78).

Certaines unités sont placées en zone ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès est réglementé.

2.3 Evolution du périmètre de l'accord-cadre

Pendant la durée de l'accord-cadre, le périmètre des unités à entretenir peut-être modifié. Le nombre d'unité pouvant bénéficier de l'accord-cadre peut évoluer tant à la hausse qu'à la baisse, notamment dans le cadre de l'ouverture du périmètre de la circonscription à de nouveaux bâtiments et site ou encore dans le cadre de la suspension de d'exploitation de bâtiments ou site.

2.4 Recours à l'Accord cadre :

La délégation Île-de-France Gif-sur-Yvette assure le suivi et la gestion de 119 unités de recherche et de service, implantées sur 12 communes : Bures-sur-Yvette, Cachan, Châtenay-Malabry, Chatillon, Evry, Fontenay-aux- Roses, Gif-sur-Yvette, Guyancourt, Jouy-en-Josas, Orsay, Palaiseau et Versailles.

La délégation représente 15% du patrimoine bâti du CNRS (soit 168 000 m² SDP) comprenant notamment un parc de 70 logements.

3 MODE DE PASSATION

3.1 Forme de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord cadre mixte pour des travaux sans seuil minimum et avec le seuil maximum suivant pour chaque lot, pour la durée globale de l'accord-cadre de 48 mois :

- Lot 1 Maçonnerie curage : 1 000 000 euros HT pour la durée totale de l'accord cadre
- Lot 2 Aménagement intérieur : 1 200 000 euros HT pour la durée totale de l'accord cadre

3.2 Régime juridique

La procédure de passation du marché est soumise aux dispositions du code de la commande publique.

Elle est passée selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, R2123-1 du Code de la commande publique.

Chaque lot correspond à un accord cadre mixte mono attributaire en application des articles L2125-1, R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, exécuté de la façon suivante :

- Soit au fur et à mesure du besoin par **l'émission de bons de commande pour les prestations récurrentes référencées dans le BPU**, lorsque l'accord cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et selon les conditions fixées aux articles R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique ;
- Soit par la conclusion de **marchés subséquents, pour les prestations ponctuelles non référencées dans le BPU**, lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et conformément aux articles R2162-5 à R2162-9 du code de la commande publique,
- Soit par la conclusion de **marchés subséquents, incorporant prestations récurrentes référencées dans le BPU et ponctuelles pour des prestations non référencées dans le BPU**

Le présent accord cadre est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux travaux (CCAG/Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1er avril 2021, sauf pour les stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

4 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE - ORDRE DE PRIORITE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre qui suivent prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-après :

Pour le lot 1 : Maçonnerie Curage

- Un Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe 1 :
 - Annexe n°1 de l'acte d'engagement relative à la clause sociale
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) dûment complété, signé et daté
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) N° 25014 du 21/05/2025 commun aux 2 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe 1 :
 - Annexe 1 CCTP : plan circonscription DR04
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux (CCAG/Travaux) du 1^{er} avril 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT),
- L'offre technique du titulaire en complément du CRT

Pièces constitutives des marchés subséquents notifiés :

- L'acte d'engagement (A.E) de l'accord-cadre et son annexe 1 :
 - Annexe n°1 de l'acte d'engagement relative à la clause sociale
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) dûment complété, signé et daté.
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre et son annexe 1 :
 - Annexe 1 CCTP : plan circonscription DR04

- Les pièces constitutives du marché subséquent concerné :
 - La demande de devis ;
 - Les devis fournis par le titulaire.

Pour le lot 2 : Aménagement intérieur

- Un Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe 1 :
 - Annexe n°1 de l'acte d'engagement relative à la clause sociale
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) dûment complété, signé et daté
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) N° 25014 du 22/04/2025 commun aux 2 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe 1 :
 - Annexe 1 CCTP : plan circonscription DR04
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux (CCAG/Travaux) du 1^{er} avril 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT),
- L'offre technique du titulaire en complément du CRT

Pièces constitutives des marchés subséquents notifiés :

- L'acte d'engagement (A.E) de l'accord-cadre et son annexe 1 :
 - Annexe n°1 de l'acte d'engagement relative à la clause sociale
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) dûment complété, signé et daté.
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre et son annexe 1 :
 - Annexe 1 CCTP : plan circonscription DR04
- Les pièces constitutives du marché subséquent concerné :
 - La demande de devis ;
 - Les devis fournis par le titulaire.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG/Travaux, bien qu'il ne soit pas matériellement joint à cet accord cadre. Il est accessible par le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent accord cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Les originaux des documents listés ci-dessus sont conservés par le CNRS et font seule foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité de l'accord cadre et les obligations du CNRS et du Titulaire.

Notification :

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, la notification de l'accord cadre consiste en la remise, sans frais, du titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par le Maître d'Ouvrage. Cette remise par échange dématérialisé au travers de la plateforme PLACE.

Du fait de la notification, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

Pièces à remettre au titulaire :

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Conformément à l'article R2191-5 du code de la commande publique, en l'absence de seuil minimum, les engagements financiers reposent sur les bons de commande émis par les unités ou services concernées par l'objet de l'accord cadre.

Une demande d'exemplaire unique pour cet accord-cadre ne pourra être réalisée que pour chaque bon de commande émis par les unités lors de la survenance du besoin.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements prévus aux articles R2191-51 du code de la commande publique relatifs au nantissement des marchés publics est l'ordonnateur (Délégué Régional du CNRS pour l'Ile-de-France Gif sur Yvette, avenue de la Terrasse – 91190 Gif Sur Yvette).

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette
Service Financier, Achats et Comptabilité (SFAC)
Agent Comptable Secondaire
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

La copie de l'original de l'accord cadre prévu à l'article R2191-51 du code de la commande publique ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R2193-22 du code de la commande publique désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

5 DUREE DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque lot, le présent accord cadre prend effet à compter de sa notification au titulaire pour une durée globale de **48 mois** ferme à compter de sa notification. Le présent accord cadre n'est pas reconductible.

En aucun cas la fin de l'accord cadre ne peut justifier l'interruption des prestations de l'exercice en cours : le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin des travaux en cours. **Tout bon de commande émis pendant la durée de l'accord cadre doit se voir exécuté.**

6 VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE

Les travaux confiés au Titulaire sont exécutés en fonction du seuil suivant :

- Lot 1 Maçonnerie curage :
 - pas de seuil minimum,
 - seuil maximum H.T sur la durée totale de l'accord cadre : **1 000 000 euros € HT**, est fixé dans l'acte d'engagement par le CNRS.

Il correspond au montant global des travaux que le CNRS pourra être amené à réaliser.

Ces travaux seront déclenchés par bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins du CNRS et par marchés subséquent pour des prestations ponctuelles lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles.

- Lot 2 Aménagement intérieur :
 - pas de seuil minimum,
 - seuil maximum H.T sur la durée totale de l'accord cadre : **1 200 000 euros € HT**, est fixé dans l'acte d'engagement par le CNRS.

Il correspond au montant global des travaux que le CNRS pourra être amené à réaliser.

Ces travaux seront déclenchés par bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins du CNRS et par marchés subséquents pour des prestations ponctuelles lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles.

6.1 Garantie d'approvisionnement

1) En cas de problème d'approvisionnement des fournitures inscrites au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), ou en cas d'inexécution par le titulaire de travaux qui, par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre dans les conditions prévues par l'article 52 du CCAG/Travaux.

2) En cas de résiliation de l'accord cadre prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues par l'article 52 du CCAG/Travaux.

S'il n'est pas possible pour l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les bons de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, dont la comparaison est effectuée par rapport aux prix fixés dans le bordereau de prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Pendant toute la durée du présent accord cadre, le CNRS pourra recourir à des tiers pour des besoins occasionnels de faibles montants, dans les conditions suivantes :

- Lorsque le titulaire a expressément exprimé qu'il n'est pas en mesure d'assurer les prestations liées à l'objet de l'accord cadre,
- Soit en cas de problèmes d'approvisionnement des fournitures prévues au bordereau des prix unitaires,
- Soit en cas d'inexécution (non réalisation) de la prestation par le titulaire : prestations très spécifiques demandant une compétence ou une expertise particulière.

Le titulaire s'engage à faire parvenir dans les 5 jours (en jours pleins) suivant la visite du site permettant l'établissement du devis, un document signé par la personne habilitée à engager le titulaire et garantissant qu'il n'est pas en capacité de répondre favorablement à la demande de l'unité et les raisons pour lesquelles il ne peut pas y répondre. Dans tous les cas, l'unité ou les services prescripteur cherche dans un premier temps, à résoudre avec le titulaire les difficultés que celui-ci rencontre.

7 RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

7.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

7.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile à l'égard du représentant de l'acheteur, découlant des articles 1382 à 1384 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux en cours ou après sa réception.

En application de l'article 8.1.3 du CCAG/Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification de l'accord cadre, émanant de sa compagnie d'assurance.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire et justifier du paiement de ses primes afférentes aux assurances ainsi que celles de ses sous-traitants sur simple demande du maître d'ouvrage. Les justifications seront effectuées au moyen d'attestations originales, dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande des services de la délégation DR4 CNRS.

8 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.

8.1 L'engagement de l'entreprise attributaire

Le CNRS dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'Article L2112-4 du Code de la commande publique du 1 avril 2019 en incluant dans le CCAP de cet accord cadre une clause sociale d'insertion obligatoire d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, **à hauteur de :**

- **Pour le lot 1 Maçonnerie Curage : 500 heures**
- **Pour le lot 2 Aménagement intérieur : 600 heures.**

En l'absence de signature de l'annexe à l'acte d'engagement relative aux clauses sociales, l'offre sera déclarée irrégulière.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, l'acheteur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Le(s) bénéficiaire(s) pourront bénéficier durant la période du marché de l'accompagnement tant des opérateurs d'insertion que de l'acheteur au travers de son facilitateur, des aides à la formation, des prestations du service public de l'emploi (Pôle Emploi, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CCAS...).

8.2 Les publics visés

L'entreprise devra impérativement faire appel à une/des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée;
- les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, etc.);
- les publics reconnus travailleurs handicapés;
- les jeunes ayant un faible niveau de qualification, les jeunes diplômés en recherche d'emploi;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ;

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'opérateur « clause sociale » être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Chaque profil devra être validé en amont par le facilitateur avant toute mise à disposition.

8.3 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'entreprise retenue, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- d'une association intermédiaire (AI)

3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire en CDI, CDD, contrat d'apprentissage (apprentissage ou de professionnalisation), contrat aidé.

Les publics les plus éloignés du marché du travail ont accès à des contrats spécifiques pour lesquels l'embauche et l'accompagnement est encadrée et appuyée financièrement par l'État.

8.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par la plateforme d'animation des clauses sociales de la MEIF Paris-Saclay qui peut être sollicitée en prenant contact avec le facilitateur de clauses d'insertion :

- Plateforme d'animation des clauses sociales
- Téléphone : 01 69 29 97 98 / 06 60 91 48 04
- E-Mail : m.maquin@meif.fr

8.5 Modalités d'exécution de l'action d'insertion :

Lors de la réunion de lancement de l'accord cadre prévue dans les 15 jours suivant la notification et organisée par le STL, le titulaire rencontre les acteurs de la MEIF afin d'organiser la mise en place des heures d'insertion.

Dans tous les cas, dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec la plateforme d'animation des clauses d'insertion.

Cette prise de contact permettra de définir quelles sont les modalités retenues par le titulaire, parmi les trois choix qui lui sont proposés, pour la mise en œuvre de cette clause d'insertion professionnelle.

8.6 Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, il produit auprès de la MEIF chaque mois, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le pôle achats de la délégation Ile de France Gif sur Yvette CNRS et le titulaire après notification du marché.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 19 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le CNRS, par tout moyen permettant d'assurer un horodatage (par voie électronique avec accusé de réception ou par voie postale avec accusé de réception), qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le CNRS peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

À l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

8.7 Gestion des données

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à la MEIF Paris-Saclay et plus précisément par la Plateforme d'animation des clauses sociales. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. La MEIF Paris-Saclay et plus précisément par la Plateforme d'animation des clauses sociales est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée.

Ou/et dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2029 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant :

- Plateforme d'animation des clauses sociales
- Téléphone : 01.69.29.97.98 / 06 60 91 48 04
- E-Mail: m.maquin@meif.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

En cas de sous-traitance :

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution de l'accord cadre.

8.8 Recours à l'apprentissage et à l'alternance

Le titulaire peut souhaiter avoir recours, au titre de la clause d'insertion, à l'alternance (contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation) soit dans le cadre du recrutement d'un apprenti soit en faisant travailler un apprenti à la réalisation des travaux décrits dans le présent accord cadre.

- Le contrat d'apprentissage :

<http://travail-emploi.gouv.fr/formation-professionnelle/formation-en-alternance/contrat-apprentissage>

- Le contrat de professionnalisation :

<http://travail-emploi.gouv.fr/formation-professionnelle/formation-en-alternance/article/le-contrat-de-professionnalisation>

L'alternance peut porter sur les fonctions spécifiques à l'objet de l'accord cadre et leurs formations correspondantes, ainsi que sur des fonctions transverses et support.

Le candidat dispose de toute latitude sur ses choix lui permettant de s'acquitter des engagements fixés dans le présent document.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à augmenter ou faire travailler la part d'apprentis et d'alternants au sein de la société par la signature d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (a minima) pendant la durée d'exécution de l'accord cadre.

Cette démarche favorisera l'atteinte de ses objectifs en « quota alternance » par l'insertion professionnelle des jeunes en ayant recours aux contrats en alternance et de ne pas être ainsi redevable de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA). Dans ce cadre, le titulaire fournit à l'acheteur, lorsqu'il en fait la demande, les documents permettant le suivi de son plan de progrès (copie du ou des CERFA) et l'évolution des indicateurs fournis dans les pièces de la candidature.

Pour connaître les règles dont il peut bénéficier pour le recrutement d'un apprenti, le titulaire peut consulter le site internet :

https://www.alternance.emploi.gouv.fr/portail_alternance/

9 PRIX

9.1 Nature du prix

Pour chaque lot , le présent accord cadre est conclu :

- à prix unitaires, fixés dans le bordereau de prix unitaire pour les interventions récurrentes prévues par l'accord cadre fixés dans le BPU
- à prix forfaitaire, sur devis du titulaire, sur la base du taux horaire d'intervention appropriée et du coefficient pour l'achat de matériel appropriée indiqués dans le BPU, pour les prestations ponctuelles hors BPU nécessitant un marché subséquent.
- à prix unitaires et forfaitaires lorsque que la prestation demandée comporte des interventions récurrentes prévues par l'accord cadre fixés dans le BPU, et des prestations ponctuelles hors BPU nécessitant un marché subséquent.

Les prix de l'accord cadre sont hors T.V.A.

9.2 Contenu du prix

Les prix comprennent toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant de l'accord cadre, de toutes les charges et aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux notamment :

- les éléments indiqués dans le CCTP ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les travaux ;
- les assurances ;
- les frais de réalisation et d'envoi des documentations techniques ;
- Les dégâts causés aux voies publiques dont la réparation est à la charge du titulaire responsable
- les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des travaux,
- les garanties.

Il ne sera rien payé pour la location de l'outillage et de matériel usuel qui est considéré incluse dans le taux horaire des ouvriers fixé dans le bordereau des prix unitaire.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG/Travaux, en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

9.3 Dispositions financières diverses

La monnaie de référence de l'accord cadre est l'euro.

9.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

9.5 Clause de réexamen

L'article 54 du CCAG/Travaux s'applique.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Evolutivité du bordereau de prix unitaires

Le bordereau de prix unitaire est évolutif et permet l'introduction de prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des travaux de concernés par le présent accord-cadre. Ceux-ci seront introduits dans l'accord cadre, par voie d'avenant.

9.6 Détermination du prix de règlement

Pour chaque lot, les prix sont révisables annuellement une seule fois. La première révision intervient au terme de la première année de l'accord cadre à sa date anniversaire selon la formule paramétrique ci-dessous.

9.7 Modalités de révision des prix

Pour chaque lot, à partir de la deuxième année, les prix sont révisables en fonction de la formule paramétrique de révision indiquée à l'article 9.7.3 du présent CCAP.

Celui-ci devra transmettre ses tarifs successifs (sur support papier) à l'acheteur du CNRS, via la plateforme dématérialisée PLACE, avec un préavis d'un mois avant la date effective d'entrée en vigueur de la révision des prix.

Le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage (service pôle achats : **par voie électronique** : dr04.achats@cnrs.fr de préférence ou par voie postale SFAC - pôle achats, avenue de la Terrasse à 91190 Gif sur Yvette) le % de la révision annuelle selon la formule de révision de l'accord cadre au moins 30 jours ouvrables avant la date anniversaire de l'accord cadre (soit la date de notification) par voie postale ou par voie électronique pour validation.

Après accord de celui-ci, le nouveau BPU comportant la révision de prix est accepté par le maître d'ouvrage. Il est considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre pour l'année considérée. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

9.7.1 Mois d'établissement des prix

Les prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de réception de l'offre (mois de Juillet 2025). Ce mois est appelé " Mois Zéro - Mo".

9.7.2 Variation dans les prix

En cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, il est fait usage de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations. La modification sera alors formalisée entre le titulaire et le CNRS.

9.7.3 Formules de révision

Pour le Lot 1 : Maçonnerie curage :

Choix des index de référence :

BT 03- Index du bâtiment - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010 disponible au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710951>

BT 09- Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010 disponible au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710955>

Formule paramétrique :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 \times (0,8 \times (BT\ 03 / BT_0\ 03) + 0,2 \times (BT\ 09 / BT_0\ 09))]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors TVA
P₀ = Prix hors TVA en valeur du mois de remise des offres soit Juin 2025
BT xx = Dernier index connu, lors du mois précédent la révision annuelle de l'accord cadre.
BT₀ xx = Index publié, le mois de la remise des offres soit juin 2025.

N.B : Après calcul, le coefficient de révision sera arrêté à la 4ème décimale. Celle-ci sera arrondie à l'unité supérieure si elle dépasse le chiffre 5.

Pour le Lot 2 : Aménagement intérieur :

Choix des index de référence :

BT 08- Index du bâtiment -Plâtre et préfabriqués-Base 2010 disponible au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710954>

Formule paramétrique :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (BT\ 08 / BT_0\ 08)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors TVA
P₀ = Prix hors TVA en valeur du mois de remise des offres soit Juin 2025
BT 08 = Dernier index connu, lors du mois précédent la révision annuelle de l'accord cadre.
BT₀ 08 = Index publié, le mois de la remise des offres soit Juin 2025.

N.B : Après calcul, le coefficient de révision sera arrêté à la 4ème décimale. Celle-ci sera arrondie à l'unité supérieure si elle dépasse le chiffre 5.

10 MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Délais de paiement

Par dérogation à l'article 12 du CCAG/Travaux, la remise d'une demande de paiement intervient après la réception des travaux par le CNRS, à l'issue des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

L'établissement se libérera des sommes dues par virement au compte précisé à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément à l'article Article R2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de la date d'exécution des prestations dudit accord cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, en sus des intérêts moratoires, de 40 euros.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par l'unité concernée par tout moyen permettant d'attester la réception tel qu'un courrier recommandé avec avis de réception postal, par télécopie ou courriel.

Les demandes de paiement doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- Le numéro de l'accord cadre attribué par le CNRS ;
- Le numéro du bon de commande
- Le nom et l'adresse complète de l'unité;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- La prestation effectuée
- La date d'exécution et le délai d'exécution et la date de fin prévisionnelle des travaux;
- Le prix unitaire hors taxes du BPU;
- Le prix net résultant.

Le montant total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler

Sous-traitants

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'accord écrit et daté du mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre de l'accord cadre.

Le point de départ du délai de paiement est fixé à la date de réception, par la personne responsable de l'accord cadre, de l'accord donné par l'entrepreneur mandataire ou titulaire au paiement de la totalité ou d'une partie des sommes dues au sous-traitant.

En l'absence de réponse du titulaire, le délai global de paiement du sous-traitant débute 15 jours à compter de la réception de sa demande de paiement.

10.2 Avance

Une avance pourra être versée au Titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Aucune avance d'approvisionnement ne sera versée.

10.2.1 Montant de l'avance

Conformément à l'article B.10.1 du CCAG/Travaux, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 et du Code de la commande publique.

Pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, une avance de 5% du montant TTC de la commande ou marchés subséquent peut être versée, lorsque son montant est supérieur à 50 000 € HT et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à deux mois, conformément aux articles R2191-3, R.2191-7, R2191-16 et R2191-18 du code de la commande publique.

Pour les bons de commandes ou marchés subséquents d'une durée supérieure à 12 mois, il peut être versée une avance de 5% du montant TTC de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC du bon de commande ou marché subséquent, divisé par la durée exprimée en mois.

Conformément à l'Article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire de l'accord-cadre public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10 %.

L'avance sera versée dans un délai d'un mois suivant la notification du bon de commande ou marché subséquent au titulaire.

10.2.2 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance s'effectue sur la totalité de l'unique facture. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire conformément à l'article R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

10.2.3 Bénéficiaires de l'avance

Lorsque l'accord-cadre est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

(Les dispositions citées ci-dessus s'appliquent aux sous-traitants ayant droit au paiement direct).

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

(Les modalités précédemment citées s'appliquent à chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct).

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre. En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le titulaire, mandataire ou cotraitant de l'accord-cadre a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie de l'accord-cadre sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné. Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part de l'accord-cadre sous-traitée, le CNRS se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

10.3 Règlement des factures

Par dérogation à l'article 12 du CCAG/Travaux, l'exécution des travaux fait l'objet d'une demande de paiement émise par le titulaire. A l'issue des opérations de vérifications, l'unité ou service prescripteur du CNRS prend la décision de réceptionner les travaux et autorise le paiement et l'émission de la pièce justificative (PV ...). Le règlement des factures s'effectue par virement administratif après service fait, selon les prix indiqués dans le bordereau de prix unitaire et rempli par le titulaire dans la version résultant des dernières modifications éventuelles.

Si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, elle est rejetée par le CNRS. Le titulaire de l'accord cadre doit renvoyer une nouvelle facture conforme.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°180089013 03720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : inscrit sur chaque bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique (numéro de l'accord cadre indiqué sur l'entête de l'acte d'engagement - ATTRI1) notifié par le CNRS.

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement :

- soit sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, le titulaire applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.
- soit sous format papier selon les indications du paragraphe suivant.

L'adresse de facturation à indiquer est :

CNRS / SCD (service central de la dépense)
TSA N° 31001

2 allée du Parc de Brabois
54519 VANDOEUVRE LES NANCY cedex

Les factures doivent comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la désignation du titulaire (nom, Siret et adresse complète mentionnées lors de la notification de l'accord cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS),
- l'objet et le numéro de l'accord cadre CNRS,
- la mention CNRS et le nom et adresse de l'unité,
- le numéro de la commande CNRS
- le numéro et la date de la facture,
- la date de démarrage des travaux, la durée et la date de fin des travaux,
- le lieu d'exécution des travaux
- la dénomination, le prix unitaire et la quantité précise des travaux,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire
- Main d'œuvre le cas échéant

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

Monsieur le Délégué Régional
CNRS Ile de France Gif sur Yvette.
Avenue de la Terrasse
91198 GIF SUR YVETTE Cedex

Le comptable assignataire de la dépense est :

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire
Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette
Avenue de la Terrasse
91198 GIF SUR YVETTE Cedex

Le montant total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

10.4 Statistiques/Reporting

Pour chaque lot, à compter de la notification du présent accord-cadre, le titulaire fournit chaque mois au CNRS un tableau de bord des affaires en cours avec indicateurs conformément à l'article 8.3 du CCTP de chaque lot.

En cas de retard dans l'envoi du document, le titulaire s'expose à la pénalité présentée à l'article 18 du présent CCAP.

10.5 Règlement en cas de cotraitance ou de sous traitance

Dispositions relatives aux cotraitants :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seule habilité à présenter au CNRS la demande de paiement.

Le mandataire est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Dispositions relatives aux sous-traitants :

Les sous-traitants de premier rang, conformément à l'article L2193-11 du code de la commande publique qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par le CNRS, sont payés directement lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

11 SOUS TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord cadre que sous la réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le CNRS et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution de l'accord cadre, avoir recours à un ou des sous-traitant(s), remet une copie au maître d'œuvre et le dossier original au maître d'ouvrage – (Délégation Ile de France Gif sur Yvette - SFAC - pôle achats, avenue de la Terrasse à 91190 Gif sur Yvette)

- La déclaration du sous-traitant (DC4) dûment signée en originale par le titulaire et par le sous-traitant ainsi que tous les documents :
- La déclaration du candidat (DC2)
- Les attestations fiscales et sociales à jour
- Capacités professionnelles, références qualité (moyens humains et techniques : ISO) avancées sont bien réelles,
- Les attestations d'assurances en responsabilité civile et décennale en cours de validité
- Un RIB,
- KBIS de moins de trois mois,

Cet agrément ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acceptation finale du sous-traitant par le CNRS et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions contractuelles que le titulaire.

Toutefois, le titulaire est le seul responsable auprès du CNRS des approvisionnements de ses fournisseurs et de l'exécution de l'accord cadre.

Tout changement, pour quelque raison que ce soit, de l'un des sous-traitants, de la nature ou de la quantité du travail sous-traité, doit obtenir au préalable l'accord écrit du CNRS, sous la forme de notification de l'avenant spécial de sous-traitance concerné.

12 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

12.1 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques

Les échanges d'informations entre l'acheteur et le Titulaire sont formulés par **voie électronique**, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification de l'accord cadre, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord cadre. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Le destinataire d'un courrier électronique doit accuser de sa réception à l'expéditeur, par retour de courrier électronique dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées suivant la réception du courrier électronique.

Si le courrier électronique est adressé par l'expéditeur après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, le courrier électronique est réputé avoir été reçu à la date d'envoi majoré de soixante-douze (72) heures ouvrées.

Après notification de l'accord cadre, pour les correspondances écrites et les réunions relatives à l'accord cadre, les langues autorisées sont le français.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG/Travaux, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

12.2 Correspondance et réunions lors de l'exécution de chaque accord cadre

Pour chaque lot, dans les 21 jours suivant la notification de l'accord cadre, une réunion de démarrage entre le CNRS et le titulaire est effectuée.

Cette réunion est organisée par le Service Technique et Logistique (STL) qui convoque le titulaire et la MEIF de Palaiseau à minima 5 jours avant le déroulement de cette réunion par voie électronique. La réunion sur le site de Gif-sur-Yvette avec l'ensemble des intervenants du Titulaire a pour but la rencontre avec la MEIF pour la mise en place des heures d'insertions et le lancement des prestations objet de l'accord cadre et la planification des dates de réunions mensuelles.

Une première réunion de suivi d'activité se déroule **au plus tard trois semaines** après la réunion de démarrage et permet de finaliser les points évoqués lors de la réunion de démarrage. Cette réunion est organisée dans les mêmes conditions que la réunion de démarrage. Lors de cette réunion, un calendrier permettant de fixer toutes les dates de réunions mensuelles à venir sera validé par les deux parties. Ce calendrier est contractuel et visé par les deux parties. Ces réunions mensuelles permettent de suivre l'exécution technique et administrative de l'accord cadre et permet au titulaire de fournir tous les documents exigés dans le CCTP.

En cas de nécessité, des réunions supplémentaires peuvent être décidées par l'acheteur. Ces dates des réunions sont définies d'un commun accord entre le CNRS et le titulaire.

Toutefois, en fonction de l'évolution des travaux, les parties peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre partie ou par échange de correspondances ou vidéoconférences ou dans les locaux du CNRS.

De plus, les interlocuteurs techniques des unités ou du STL peuvent se réunir avec les référents désignés par le titulaire afin d'assurer le suivi des prestations. En cas de nécessité, des réunions supplémentaires peuvent être décidées à la demande de l'une ou l'autre partie ou par échange de correspondances ou vidéoconférences ou dans les locaux des unités ou services. Le lieu de réunion est fixé par le CNRS, les frais de déplacement sont à la charge de la partie qui se déplace.

Les discussions et interactions entre le CNRS et le Titulaire s'effectuent en français.

En cas d'absence à des non réunions programmées et non justifiées/ou non excusées, le titulaire encours des pénalités prévues au présent CCAP.

12.3 Respect des dispositions du code du travail

Le titulaire ou son représentant habilité s'engage, sous peine de résiliation de plein droit dudit accord cadre, à ce que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

Le CNRS s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée au CNRS.

Le titulaire transmet tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord cadre les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail et L.243-15 du code de la sécurité sociale sous peine de résiliation de l'accord cadre par le CNRS aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure.

12.4 Désignation des interlocuteurs du titulaire pour le suivi de l'accord cadre :

Le titulaire désigne nommément, dès la notification de l'accord cadre, les personnes responsables du suivi d'exécution pendant toute la durée de l'accord cadre ainsi que les personnes responsables du suivi contractuel et administratif dédiée à l'exécution de celui-ci selon les modalités décrites précisément au CCTP à l'article 6.1.

Tout changement éventuel des personnes responsables du suivi d'exécution est signalé au CNRS, délégation Ile de France Gif sur Yvette, STL, avenue de la terrasse, 91190 Gif-sur-Yvette par courrier.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au chantier doit être en nombre suffisant pour mener à bien les travaux exigés par différents laboratoires parfois simultanément tout en respectant les délais.

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations, le titulaire augmente à ses frais, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le nombre de personnes affectées à ces opérations ou le matériel affecté à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, les services de l'acheteur assurant la conduite des travaux peuvent exiger le remplacement immédiat de tout agent dont ils ne s'estiment pas satisfaits. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur de l'établissement s'il y en a un.

12.5 En cas de départ du personnel qualifié pour le suivi de l'accord cadre :

Dans l'hypothèse où le titulaire doit changer le personnel encadrant dédié à ce présent accord cadre, il doit le notifier au maître d'ouvrage au moins 1 mois avant le départ de cet agent.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à lui proposer un personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui recruté pour ce présent accord cadre. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser l'acceptation de ce personnel si, il juge ses références et/ou compétences inadaptées. Le titulaire doit alors proposer de nouveau du personnel qualifié ayant les compétences au moins équivalentes à celui qu'il remplace initialement.

12.6 Mauvaise interprétation des conditions de l'accord cadre

Si, après notification de l'accord cadre, le titulaire découvre qu'il a mal interprété le CCTP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des présentes spécifications techniques et le titulaire devra exécuter les travaux en conformité avec le CCTP et sans coût additionnel.

Durant l'exécution de l'accord cadre, toute évolution des spécifications techniques demandée par le titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite et soumise à la validation du CNRS.

Le CNRS se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces propositions sans devoir justifier sa décision.

12.7 Notification des décisions et informations

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur (par voie postale CNRS – délégation Ile de France Gif sur Yvette Pôle achats – avenue de la terrasse -91190 Gif sur Yvette ou par voie électronique : dr04.achats@cns.fr) les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord -cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination
- A son adresse ou à son siège social
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre.

12.8 Modalités de passation des bons de commande :

Pour les prestations liées au bordereau de prix unitaire : les bons de commande sont émis par le CNRS pendant toute la durée de l'accord cadre au fur et à mesure des besoins selon les modalités indiquées à l'article 12.10 du présent CCAP.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire, par tous moyens et jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, notamment par messagerie ou courrier postal avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le délai d'exécution est indiqué sur chaque bon de commande et commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

12.9 Modalités de passation des marchés subséquents :

Objet d'un marché subséquent :

Le besoin est une intervention non prévue dans le BPU et répondant à un besoin ponctuel dans le périmètre de l'accord cadre.

Dans le cadre des marchés subséquents, la prestation globale sollicitée par le CNRS peut intégrer des prestations contenues dans le bordereau de prix et hors bordereau de prix.

Le marché subséquent prend la forme contractuelle d'un bon de commande.

Démarche :

L'unité ou service doit émettre lors de la survenance du besoin, une demande détaillée écrite, comportant le cas échéant un CCTP, au titulaire, par messagerie électronique selon les modalités indiquées à l'article 12.10 du présent CCAP.

A réception de ce document conformément à l'article 12.10 du présent CCAP, le titulaire doit adresser, à l'unité demandeuse, un devis détaillé des prix (nombre d'heures estimé, nombre de déplacement prévu, le prix d'achat de la fourniture), dans un délai maximum **de 5 jours ouvrés** maximum suite à la visite.

Si l'unité ou service valide ce devis, il adresse un marché subséquent contractualisé sous la forme d'un bon de commande en référence au devis émis par le titulaire, par messagerie électronique, pour notification et prise d'effet. Le titulaire en accuse réception pour faire valoir date certaine (date de notification).

Le délai d'exécution des prestations sera défini d'un commun accord entre les deux parties et confirmé sur le bon de commande et/ ou sur le cahier des charges du CNRS.

Le marché subséquent est contractuellement constitué par : sa référence au présent accord-cadre, le descriptif technique du besoin (et le CCTP), le devis du titulaire et le bon de commande CNRS.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;

- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.
- Référence aux numéros d'articles des prestations BPU et quantité (le cas échéant).

12.10 Les différentes étapes dans l'exécution des travaux

Pour chaque lot, pour la passation des bons de commande et des marchés subséquentes, les différentes étapes dans l'exécution des travaux objet de l'accord cadre se déroulant entre le titulaire et les unités ou services de la délégation Ile de France Gif sur Yvette :

- 1^{ère} Etape 1) L'unité ou le service prescripteur sollicite le titulaire par voie électronique pour une demande de visite afin d'établir un devis.
- 2^{ème} Etape 2) Le titulaire dispose de 48 heures maximum en jours ouvrés (par tranche de 24h) pour se déplacer et procéder aux métrés.
- 3^{ème} Etape 3) Le titulaire dispose de 5 jours maximum en jours ouvrés pour transmettre son devis suite à la visite de site :
 - **Pour la passation de bons de commande** dont les prestations sont référencées dans le BPU, il sera fait application des tarifs du dernier BPU en vigueur
 - **Pour la passation de marchés subséquents hors BPU**, il sera fait application du taux horaire d'intervention appropriée et du coefficient pour l'achat de matériel appropriée indiqués dans le bordereau de prix unitaire
 - **Pour la passation de marchés subséquents hors BPU, et avec des prestations référencées dans le BPU**, il sera fait application des tarifs du dernier BPU en vigueur, des tarifs horaire d'intervention appropriée et du coefficient pour l'achat de matériel appropriée indiqués dans le dernier BPU en vigueur.

Chaque devis doit cerner d'aussi près que possible la réalité des travaux demandés. Le devis est envoyé au demandeur, par voie électronique au prescripteur du besoin, pour validation.

Les devis comportant des références aux BPU devront comporter les numéro article du BPU.

Pour la passation des bons de commande, ce devis comprend à minima les informations suivantes :

- la date de démarrage et la durée des travaux
- La date de fin des travaux.
- la référence (numéro) de l'accord cadre
- désignation de la prestation
- les matériels et les méthodes utilisés
- le prix unitaire, la quantité, le montant total HT, TVA et TTC des prestations à réaliser (suivant le tarif indiqué au bordereau de prix du présent accord cadre).
- le coût de la main d'œuvre, suivant le tarif indiqué dans le bordereau de prix, le cas échéant.
- le coût de la majoration suivant le pourcentage indiqué dans le bordereau de prix, le cas échéant.

Pour la passation des marchés subséquents, ce devis comprend les informations suivantes, à minima :

- la nature des travaux à exécuter,
- nombre d'heure d'intervention pour la prestation
- taux horaire issu du Bordereaux des Prix Unitaires avec rappel de la qualification de ou des intervenants,
- coût unitaire des fournitures de matériel et matériaux,
- les coefficients d'entreprise appliqués (selon le Bordereau des prix Unitaires).
- Référence aux prestations BPU et quantité (le cas échéant).

CAS PARTICULIER :

Dans le cadre d'une demande de devis émise par une unité dont la durée d'exécution, la date de début ou de fin de travaux reste incertaine, et si le titulaire constate une prestation commune à plusieurs lots, il en informe le CNRS par voie électronique en mettant en copie l'adresse du service technique et logistique : DR04.liste.stl@dr4.cnrs.fr avant la remise du devis. Une réunion préparatoire réunissant tous les titulaires sera mise en place à l'initiative du STL afin de définir les délais d'interventions.

- 4^{ème} Etape 4) L'unité réceptionne le devis

Le devis et les documents attendus sont soumis à l'acceptation avant l'exécution des travaux demandés. Conformément à l'article 29 du CCAG/Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa de l'unité. L'unité doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après réception de ces documents. Dans tous les cas, ces documents doivent être fournis avant le démarrage des travaux.

Dans l'hypothèse où l'unité adresse un refus du devis, elle signifie par voie électronique au titulaire son opposition au devis dans les 20 jours à compter de la réception de celui-ci.

Si le devis est accepté, l'unité reconfirme la date des travaux. Cette date est reprise lors de l'établissement du bon de commande.

- 5^{ème} Etape 5) La confirmation des travaux s'effectue par bon de commande émis par un représentant habilité de l'unité et envoyé au titulaire par voie électronique à minima 20 jours ouvrés avant le début d'exécution effective indiqué dans le bon de commande.

Ce bon de commande réalisé selon le devis signé par le titulaire est validé par le CNRS. Le bon de commande indique la date à laquelle doivent commencer les travaux, la durée des travaux et la date de fin des travaux.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au CNRS dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

CAS PARTICULIER :

Dans le cas où il n'est pas possible de fixer une date sur le bon de commande notamment due à l'exigence de délais très contraints, l'exécution des travaux s'exécutent dans les délais suivant conformément à l'article 8.4.3 du CCTP pour chaque lot :

- Urgences sous 4h pour des désordres impactant les personnes ou les biens (mise en sécurité immobiliers, process scientifiques). Le délai démarre dès réception de l'information par mail de la part du CNRS.

- Exécution sous 2 semaines maximum en jours ouvrés pour toutes interventions ne nécessitant pas d'approvisionnement de matériel. Le délai démarre à la réception, par le Titulaire, d'un ordre de service (OS) émis par le CNRS
- Exécution programmée supérieure à 2 semaines en jours ouvrés. Ces travaux nécessitent un approvisionnement de matériel et / ou l'organisation avec les services du CNRS pour tenir compte d'autres travaux ou de contraintes d'exploitation. Dans ce cadre, le Titulaire doit fournir le planning de son intervention suite à réception de l'OS lors d'une réunion de démarrage organisée par le CNRS sous 2 semaines. Toute évolution du planning sera concertée de manière bilatérale.

12.11 Documentation

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation attendue dans le CCTP :

- Tout au long de l'exécution de l'accord cadre
- Avant le commencement des travaux À la réception des travaux, dans les délais impartis.

Ceux-ci seront transmis par voie électronique : DR04.liste.stl@dr4.cnrs.fr ou l'adresse électronique fournie par les unités, et permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Tous les documents exigés au CCTP et au CCAP (tableau de bord, reporting) et bilan sont à livrer, en un exemplaire, l'usage de la langue française est de rigueur.

12.12 Durée d'exécution

Conformément à l'article 28 du CCAG/Travaux, la durée d'exécution inclut une période de préparation qui comprend l'approvisionnement si nécessaire, la préparation du chantier, la signalisation du chantier, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état et nettoyage des emplacements qui auront été occupés par le chantier, et l'évacuation des déchets du chantier ainsi que la transmission des documents conformément au CCTP. Cette durée globale d'exécution est indiquée sur chaque bon de commande et devis. Elle est établie en accord avec le Titulaire pour satisfaire aux besoins et aux impératifs de chaque unité, ou service de la délégation Ile de France Gif sur Yvette du C.N.R.S.

12.13 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est précisé sur chaque bon de commande par l'unité ainsi que dans le devis du titulaire.

Le titulaire doit connaître l'emplacement où sera effectué les travaux, avoir estimé toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et de l'usage qui en est.

Le titulaire est informé que l'accès au site se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité.

12.14 Identification du personnel sur le chantier

Le personnel affecté et les personnes assurant les prestations doivent porter des EPI (Equipement de Protections Individuelles) adéquates et une tenue adaptée permettant leur identification.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du CNRS, qui peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée de l'accord cadre.

12.15 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Outre les facilités dont bénéficie l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en fonction des disponibilités et possibilités présentes sur le site, le CNRS peut éventuellement fournir à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité.

12.16 Locaux accessibles au public

- Locaux accessibles au public :

Lorsque les travaux doivent être exécutés dans des locaux ne pouvant être interdits d'accès au public, aux utilisateurs, et à toutes personnes étrangères aux travaux, des mesures d'isolement et protection sont prises selon l'indication du représentant habilité de l'unité.

- Locaux maintenus en service :

Toutes précautions sont prises, par le titulaire, pour limiter au maximum les nuisances (bruits et poussières) aux locaux mitoyens ou proches conservés en service.

Dans l'hypothèse où il est nécessaire de procéder à l'évacuation du mobilier, les enlèvements et remises en place sont effectués, après accord préalable de l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration.

- Locaux comportant des équipements et aménagements conservés en place à protéger :

Dans le cas où certains mobiliers ou équipements sont, de par leur volume, poids ou destination, laissés en place, le titulaire doit leur protection par toiles, complétées s'il y a lieu de protection mécanique (type contre-plaqué) ou de bâches dans le cas de risques de projections d'eau, de peintures ou de produits divers. De même dans le cas de sols en moquette, ou fragiles, ou précieux, (notamment marbres et parquets).

- Locaux dans lesquels les travaux doivent être exécutés pendant la période des congés payés :

L'opérateur économique doit prévoir la disponibilité du personnel nécessaire à l'exécution des travaux en respect de la législation et de la réglementation, pour tout ce qui concerne les heures supplémentaires, rattrapages et compensations entraînés par les conditions ainsi imposées.

- Les installations de chantier, notamment les dépôts de matériels, les matériaux d'approvisionnement et les emplacements de gravois en attente d'enlèvement, sont localisés aux emplacements désignés par l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration.

Tous dépôts susceptibles d'obstruer les issues et passages de secours pour l'évacuation des bâtiments en cas d'incendie ou de panique sont interdits.

Dans la mesure où l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration n'est pas en mesure de mettre à disposition des locaux pour assurer le cantonnement de chantier, si besoin est, le titulaire doit les prévoir et les mettre en place avant exécution des prestations.

12.17 Signalisation du chantier

Avant le démarrage des travaux, le titulaire doit réaliser et mettre en place une signalisation ou un affichage pour prévenir les occupants du bâtiment et des pièces concernées.

La signalisation des emprises de chantiers et les installations de chantier sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, la remise en état de la voie publique est entièrement à la charge du titulaire.

Le reste de l'article 34 du CCAG travaux s'applique.

12.18 Nuisance

Les travaux pouvant se dérouler en site occupé et durant les heures d'ouvertures des unités une réflexion sur la réduction des nuisances causées aux riverains des chantiers, principalement les unités (déchets, nuisances sonores) est conduite dès la phase préparatoire du chantier : situation des points d'accès et d'attentes pour les véhicules, positionnement des aires de stockage des déchets, positionnement des postes fixes bruyants.

Le titulaire met en œuvre de façon privilégiée des techniques permettant de limiter les niveaux sonores. Il peut, par exemple, mettre en place des écrans sonores.

Le titulaire justifie de la conformité des outils et engins avec la réglementation sur les émissions sonores des engins de chantier. Le titulaire veille au port de protections auditives individuelles par son personnel.

12.19 Organisation pour le nettoyage du chantier et évacuation des déchets, gravats, encombrants

Le titulaire doit respecter la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargée (nettoyage, repliement des installations de chantier, de la réparation et de la remise en état des installations qui auront été occupées par le chantier, qu'elle aura salies ou détériorées).

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet de l'accord cadre, est de la responsabilité du CNRS en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant toute la durée d'exécution de l'accord cadre.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il utilise et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire s'engage sur ses propres modalités de gestion et d'organisation pour l'évacuation des déchets, générés par les travaux en fonction de leur nature. Il s'engage également sur le circuit utilisé pour le retraitement des déchets.

En cas de non-respect de ces exigences, le CNRS se réserve la possibilité, à l'expiration d'un délai de 15 jours après une mise en demeure de faire intervenir aux frais du titulaire, une entreprise de nettoyage extérieur.

Le CNRS ne dispose pas de lieux de dépôt pour les déblais durant l'exécution des travaux. Le titulaire doit prévoir l'évacuation au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

12.20 Fin du chantier :

Après l'achèvement complet du chantier, le titulaire avise le jour même, à l'unité ou du représentant CTB ou du représentant STL, par les agents de l'administration du CNRS, par écrit (voie postale ou voie électronique avec accusé de réception) la date à laquelle ses travaux sont considérés comme achevés.

Si cette notification dépasse le délai indiqué dans le bon de commande, le titulaire encourt des pénalités de retard. Cette notification permet également au CNRS d'organiser les opérations de vérification des travaux.

12.21 Prolongation de délai, de sursis d'exécution :

Aucune prolongation des délais d'exécution n'est accordée au titre des congés annuels ou de fermeture temporaire de l'entreprise.

En conséquence, et pendant ces périodes, le titulaire doit prendre toutes mesures propres à permettre l'exécution des travaux qui leur ont été demandés dans les mêmes conditions et avec la même activité que pendant le reste de l'année.

Chaque délai d'exécution est éventuellement prolongé dans le cas de non accessibilité des locaux résultant de nécessité de service.

En complément à l'article 18.2 du CCAG/Travaux, toute demande éventuelle de prolongation de délai par le titulaire se fera auprès du maître d'ouvrage. Il est libre d'accepter de prolonger les délais d'exécution selon les motifs invoqués. Il communique son acceptation dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de la demande.

13 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

13.1 Les différentes étapes de réception des travaux

1ère étape de réception : le titulaire avise l'unité par écrit (voie postale ou voie électronique avec accusé de réception) de la date à laquelle ses travaux sont considérés comme achevés.

2ème étape de réception : L'unité ou service prescripteur procède aux opérations préalables à la réception des travaux le plus tôt possible et dans un délai de vingt jours maximums à compter de la date de réception de l'avis. Un formulaire OPR de type EXE4 est alors signé par le représentant CNRS et envoyé au titulaire.

3ème étape de réception : Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, l'unité CNRS décide, dans les 30 jours suivant l'envoi au titulaire du formulaire de type OPR, si la réception est non prononcée ou non.

Si elle est prononcée, une décision de réception de type EXE6 est alors signé par le représentant CNRS. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée sur le champ au titulaire.

Dans le cas où l'unité CNRS décide de ne pas prononcer la réception, il en informe le titulaire en adressant un formulaire de type EXE7 signé par un représentant CNRS et motivant sa décision.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de 5 jours calendaires.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le CNRS peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Si certains travaux ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

14 CLAUSE DE SURETE ET ENVIRONNEMENTALE

Clauses de sureté

Si le titulaire ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, il recherche avec le CNRS toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des fournitures et d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par ce cas de force majeur.

Clause environnementale

Pour chaque lot, le titulaire respecte les obligations dans la gestion des déchets mentionnées à l'article 12.9 « GESTION DES DECHETS » du CCTP correspondant.

En cas de demande du CNRS, le titulaire doit fournir les fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaire conformément à l'article 12.10 « CLAUSE ENVIRONNEMENTAL » du CCTP correspondant, au moment de la transmission du devis ou de l'offre.

Pour chaque lot, conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Pour chaque lot, les engagements environnementaux du titulaire dans le CRT correspondant sur le critère environnemental sont contractuels.

En cas de non-respect de la clause environnementale et des engagement environnementaux, des pénalités sont appliquées et prévues à l'article 18 du présent document.

15 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec le(s) responsable(s) STL, le directeur de l'unité et/ou le correspondant technique du bâtiment (CTB) représentant l'unité qui assurent le suivi technique des travaux. Une liste des contacts est fournie par le CNRS lors de la réunion de lancement.

Le Titulaire souscrit expressément une obligation de résultat portant sur la conformité des travaux par rapport aux exigences et aux performances définies dans les spécifications techniques.

Le titulaire, après avoir visité les lieux, reconnaît que les documents remis durant l'exécution de l'accord cadre sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification de l'accord cadre, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art.

Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CNRS.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des travaux qui lui sont dévolus au titre de l'accord cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CNRS sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CNRS.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les compétences et moyens nécessaires pour assurer la qualité des prestations, y compris les moyens d'encadrement et de contrôle en conformité avec les documents de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à informer dès que possible le CNRS de tout élément, événement ou acte susceptibles d'affecter la bonne exécution de ses obligations.

Le titulaire s'engage à apporter tous les moyens, conformément aux usages et règles de l'art de la profession, à l'exécution des travaux qui lui sont confiées.

Obligation du respect des normes ou équivalent

Les normes énoncées au CCTP doivent être respectées.

Obligation de confidentialité

Les travaux, objet de l'accord cadre, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne du CNRS Ile de France Gif sur Yvette, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.

Aussi le titulaire est tenu par une obligation de confidentialité conformément à l'article 5 du CCAG/Travaux notamment, le Titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs ou sous-traitants éventuels, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite du CNRS, les résultats issus des travaux effectués ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des travaux de l'accord cadre.

Cette disposition s'applique également pour le cas où le Titulaire souhaite utiliser les travaux, objet du présent accord cadre, comme référence commerciale.

L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent accord cadre. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée de l'accord cadre et notamment en cas de résiliation.

Obligation de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du présent accord cadre. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également les huit conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par la France en respect de l'article 6 du CCAG/Travaux.

Le maître d'ouvrage est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander la copie des contrats passés pour l'exécution des travaux, objet de l'accord cadre et/ ou la copie des factures des fournisseurs des

matériaux employés pour l'exécution des travaux. Le CNRS s'engage à garder confidentielles ces informations et ne pas utiliser ces documents à d'autres fins.

16 Clauses particulières d'exécution de l'accord-cadre

Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)

Certaines zones des unités sont des ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès pour les visiteurs est réglementé avec des conditions particulières pour accéder au site. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ces conditions.

Seul, le personnel intervenant dans les zones ZRR des unités doit être préalablement autorisé à accéder aux zones protégées. L'instruction d'un dossier de demande d'autorisation, pour les cas les plus complexes, est estimée à 10 semaines.

Mesures de sécurité

En complément de l'article 5 du CCAG/Travaux, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG/Travaux.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant a minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;

- titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché [OU] de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché [OU] de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet de l'accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet de l'accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1er janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché [OU] de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 1.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des

données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché [OU] accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché [OU] accord-cadre (ou ses bons de commande ou marchés subséquents), pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché [OU] de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché [OU] de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché [OU] accord-cadre (exécuté par bons de commande ou marchés subséquents) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché [OU] accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché [OU] accord-cadre.

L'exécution du présent marché [OU] de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché [OU] accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité, conformément à l'article 50.3.1.e du CCAG/Travaux.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché [OU] accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché [OU] accord-cadre.

17 GARANTIE

Les stipulations du CCAG/Travaux s'appliquent.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/Travaux, le titulaire est tenu à une garantie dite « obligation de parfait achèvement »

Garantie biennale conformément à l'article 1792-3 du Code civil précise que les autres éléments d'équipement de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement **d'une durée minimale de deux ans à compter de sa réception.**

18 PENALITES

En application de l'article 19 du CCAG/Travaux, le titulaire encourt des pénalités dans les cas énumérés ci-après, à défaut par le titulaire de remplir ses obligations qui lui sont imposées dans le cadre de l'accord cadre.

En application de l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. L'acheteur précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, l'acheteur applique les pénalités de retard.

En application de l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € HT par bon de commande.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/ Travaux, le montant des pénalités de retard d'exécution cumulées, appliquées par bon de commande, est plafonné à hauteur de 10% du prix HT du bon de commande concerné.

Retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport aux délais contractuels, le CNRS lui adresse préalablement, par voie électronique selon les modalités fixées à l'article 12.1 (Modalités des échanges) du présent CCAP, un courrier de mise en demeure l'invitant à exécuter la prestation concernée ou à présenter ses observations dans le délai imparti par le CNRS :

1) Si le Titulaire exécute la prestation dans le délai imparti par le CNRS dans sa mise en demeure, les pénalités pour retard ne sont pas appliquées ;

2) Si le Titulaire n'exécute pas la prestation ou ne présente pas ses observations dans le délai imparti dans la mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être initialement remis ;

3) Si le Titulaire présente ses observations dans le délai imparti, sans avoir exécuter les prestations, le CNRS peut, à sa discrétion :

- ne pas appliquer les pénalités de retard et proroger le délai d'exécution de la prestation ;

- appliquer les pénalités de retard (le cas échéant en les modulant sensiblement à la baisse) et proroger le délai

d'exécution de la prestation : les pénalités applicables portent alors sur la période de retard qui court à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait dû être initialement remis jusqu'au jour où le CNRS reçoit les observations du Titulaire.

La prorogation du délai d'exécution de la prestation donne lieu à l'établissement d'un planning actualisé d'exécution répondant aux conditions de l'article 12.10 du présent document

- rejeter les observations du Titulaire : dans ce cas, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait initialement dû être remis.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, les pénalités de retards sont appliquées selon le tableau ci-après.

Pénalités pour retard

Pénalités	Montant (€ HT) ou %
En cas de retard dans la remise du devis en réponse à un marché subséquent émis par le CNRS	150,00 € par jour de retard
Retard sur la constitution du dossier de déclaration en zone ZRR	100 € par jour de retard
En cas de non-transmission au CNRS (à sa demande) de la justification de traçabilité de traitement des déchets issus de l'exécution des prestations	100 € par jour de retard
Non-respect du délai indiqué sur le bon de commande	100 € par jour de retard
Non-respect du délai d'intervention d'urgence sous 4h (8.4.3 du CCTP de chaque lot)	200 € par jour de retard
Retard sur la réalisation de la visite dans les 5 jours après la demande d'intervention	100 € par jour de retard
En cas de retard sur la transmission tableau de bord mensuel (art 8.3 CCTP)	100 € par jour de retard

Les autres pénalités prévues à l'accord cadre sont :

Pénalités	Montant (€ HT) ou %
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier	1 000 € par infraction constatée
Absence non justifiée à une réunion mensuelle.	150 € par absence
Absence non justifiée de l'encadrement sur le site d'exécution de la prestation	250 € par jour d'absence
Non remise de documents relatifs à la prestation réalisée ou à l'exécution général de l'accord cadre	150 € par document absent
Dépôts de matériel, matériaux, gravois en dehors des zones prescrites	250 € par infraction constatée
Non-respect des interdictions sur la gestion des déchets, prévu à l'article 12.9 « GESTION DES DECHETS » du CCTP correspondant.	50 euros par manquement constaté
Non transmission des fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaire à la demande du CNRS conformément à l'article « 12.10 CLAUSE	50 euros par manquement constaté

ENVIRONNEMENTALE du CCTP »	
Non-respect des engagements environnementaux du titulaire dans son CRT	50 euros par manquement constaté

Les pénalités sont libératoires, interdisant à l'acheteur de réclamer toute indemnité supplémentaire au titre des préjudices qu'elles couvrent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation de l'accord cadre.

Pénalités liées à l'insertion sociale

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	50 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	50 euros par absence
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle.	100 euros par jours de retard et par document (jour calendaire)

Pour les pénalités liées à l'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 8.6. « Contrôle de l'action d'insertion » du présent document. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

18.1 Autres pénalités

En application de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, article 93, une pénalité égale à 5% du seuil maximum de l'accord cadre pourra être infligée au titulaire dans le cas où il ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (interdiction du travail dissimulé).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Pour rappel, le travail dissimulé est un motif de résiliation du marché.

18.2 Exonération de pénalités

Le CNRS peut exonérer le titulaire de ces pénalités si le titulaire invoque, avant l'expiration des délais prévus ou au plus tard dix (10) jours ouvrables après la date de mise à disposition prévue initialement, une cause de retard qui ne lui soit pas imputable. Il notifie sa demande d'exonération au demandeur CNRS et expose les motifs de son retard par courrier, transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par courriel. Les pénalités restent dues

jusqu'à la date d'envoi de cette lettre, le cachet de La Poste faisant foi, ou de ce courriel.

Le Délégué Régional du CNRS Ile de France Gif sur Yvette ou son représentant habilité signera les décisions relatives aux éventuelles exonérations de pénalités.

19 RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié selon les dispositions du chapitre VI : Résiliation du marché. — Interruption des travaux (49 à 53) du CCAG/TRAVAUX.

19.1 Résiliation pour faute du titulaire

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG/TRAVAUX, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations nées du présent marché ainsi que dans les hypothèses énoncées à l'article 41 du CCAG/FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire sans versement d'indemnités.

Une mise en demeure est préalablement notifiée au Titulaire l'informant :

- des motifs de la mise en demeure,
- du délai pour remédier à la situation et pour présenter ses observations,
- de la sanction encourue.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure dans les délais impartis ou si les justifications apportées par le Titulaire ne garantissent pas une régularisation de la situation dans un délai raisonnable, le CNRS peut résilier unilatéralement le marché.

Le Titulaire ne peut prétendre au versement d'une quelconque indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui de la résiliation pour faute. Il ne se verra notamment pas indemnisé de son manque à gagner afférent au marché résilié, ni de tous les frais engagés par lui antérieurement à la résiliation en vue de la réalisation des prestations afférentes au marché résilié.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

19.2 Autres cas de résiliation – Exécution aux frais et risques du titulaires

L'accord-cadre peut être exécutés aux frais et risques du Titulaire dans les cas prévus à l'article 48.2 du CCAG/TX.

Le délégué régional Ile de France Gif sur Yvette peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 53 du CCAG/travaux.

En cas de non-respect des mesures de sécurité relatives aux ZRR, l'accord-cadre peut être résilié sans mise en demeure préalable.

L'acheteur notifie sa décision de résiliation de l'accord cadre au titulaire, au plus tard deux (2) mois avant la date de fin de l'accord cadre par lettre recommandée avec accusé réception sans versement d'indemnités au bénéfice du titulaire.

L'accord cadre est résilié d'office, sans indemnité ni préavis, dès réception de la lettre recommandée du CNRS.

Les travaux en cours lors de la résiliation de l'accord cadre pourront être exécutés aux frais et risques du titulaire dans les cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-TVX.

En aucun cas l'expiration de l'accord cadre telle qu'elle est prévue ci-dessus ne pourra justifier l'interruption **des prestations de l'exercice en cours : le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin des travaux en cours.**

19.3 Résiliation pour mesures coercitives

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/TRAVAUX, en dehors des cas de résiliation ci-dessus, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord cadre, le représentant de l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai ne peut être inférieur à 5 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation de l'accord cadre peut être décidée.

20 Garanties financières

Les stipulations des articles L2191-7 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'appliquent pas au présent accord cadre.

21 Stipulation particulière

Toute modification au CCAP ou à l'acte d'engagement est nulle et non avenue.

22 Litiges

22.1 Règlement amiable

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges, nés entre le titulaire et le représentant légal du CNRS, par règlement amiable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Les parties pourront également saisir le comité consultatif de règlement amiable des litiges.

22.2 Procédure contentieuse

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord cadre sera soumis au tribunal administratif de Versailles, seul compétent en premier lieu.

Le chapitre VIII du CCAG/Travaux s'applique pour cet accord-cadre.

23 Règlement judiciaire et liquidation de biens

L'article 50.1.2 du CCAG/Travaux s'applique.

24 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent accord cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette
Mme l'Agent Comptable Secondaire
Service Financier Achats et Comptable
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

25 Dérogations au CCAG/TX

L'article 4 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG/Travaux sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles, et à l'article 4.2 du CCAG/TRAVAUX sur les pièces à remettre au titulaire lors de la notification de l'accord cadre

L'article 10.1 et 10.3 du présent document déroge à l'article 12 du CCAG/Travaux sur les modalités de paiement

L'article 12.10 du présent document déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/Travaux sur les délais dont dispose le titulaire pour faire ses observations sur les bons de commande qui lui sont adressés

L'article 12.17 du présent document déroge à l'article 34.1 du CCAG/TRAVAUX sur la prise en charge de la remise en état de la voie publique

L'article 16 du présent document déroge à l'article 5.3 du CCAG/TRAVAUX sur les mesures de sécurité

L'article 18 du présent document déroge à l'article 19.2.3 du CCAG/TRAVAUX sur le calcul des pénalités

L'article 19.1 et 19.3 du présent document déroge à l'article 52.1 du CCAG/TRAVAUX sur la résiliation pour faute du titulaire et sur délai dont dispose l'acheteur pour mettre en demeure de satisfaire aux dispositions de l'accord cadre